

GRENAY L'ANTI-IMPÉRIALISTE SOLIDAIRE D'ABDALLAH

Après Calonne-Ricouart, c'était au tour de la municipalité communiste de Grenay d'exiger la libération de Georges Ibrahim Abdallah. Elle a fait du plus ancien prisonnier politique de l'Hexagone, un « citoyen d'honneur » !

En cette Journée internationale des Prisonniers révolutionnaires, le maire communiste Christian Champiré s'apprête à remettre la Médaille de la Ville à une militante du Collectif pour la Libération de Georges Ibrahim Abdallah (CLGIA). Suzanne Le Manceau s'engage à la transmettre, lors d'un parloir, à Georges Ibrahim Abdallah élevé au rang de « citoyen d'honneur » de l'ex-commune minière. L'instant est solennel. Le premier magistrat convoque alors des figures locales de la Résistance à l'instar d'Édouard Vandoorne, partisan FTP durant la Seconde Guerre mondiale, déporté à Sachsenhausen. Des partisans qui ont payé au prix fort leur engagement anti-impérialiste... Des résistants qui ont pu être considérés comme des « terroristes ». Le lien avec Georges Ibrahim Abdallah saute aux yeux de l'assistance nombreuse à avoir fait le déplacement jusqu'à

l'hôtel de ville⁽¹⁾. Communiste, ardent défenseur de la Cause palestinienne, le plus ancien prisonnier politique de l'Hexagone est lui aussi un résistant à l'occupation de son pays, le Liban⁽²⁾. Lui aussi est considéré comme un « terroriste » par les États-Unis et Israël dont il a combattu la présence sur ses terres.

Au nom de la solidarité internationaliste !

Remerciant Christian Champiré et la municipalité communiste de Grenay, Suzanne Le Manceau se félicite d'une « *solidarité qui s'inscrit bien évidemment dans le cadre global d'un combat anticapitaliste ; celui que vous menez vous-même depuis de nombreuses années. Bien au-delà de la distinction dont vous gratifiez un prisonnier révolutionnaire, vous honorez ainsi tous les combats progressistes des peuples en lutte contre les forces réactionnaires et leurs représentants, en Europe comme dans le reste du monde, d'une même bourgeoisie au service des intérêts impérialistes* ». Nicola Sacco, Bartolomeo Vanzetti, Ernst Thälmann, Julius et Ethel Rosenberg ou encore Nelson Mandela... Un représentant du Comité « Libérez-les ! » (59 - 62) cite alors d'autres personnages marquants du mouvement ouvrier en proie



Christian Champiré (maire de Grenay) entouré de Suzanne Le Manceau, Alain Pojolat du CLGIA et de Stéphane Hardy du comité "Libérez-les !" (59 - 62)

à l'hostilité de la bourgeoisie. Des martyrs et résistants qui, tout au long du dernier siècle, ont fait l'objet d'intenses campagnes de mobilisation en leur faveur, souvent animées par des militants communistes. « *La solidarité internationaliste est constitutive de l'identité communiste* », rappelle le Comité « Libérez-les ! » (59 - 62) avant d'inviter d'autres élus au cœur de ce « *Bassin minier pétri d'internationalisme* » à suivre l'exemple de Calonne-Ricouart et de Grenay. Christian Champiré acquiesce : « *Cette situation n'a que trop duré. Il faut mettre fin à cette injustice. La France n'a rien à gagner à créer des martyrs. Il faut jouer de la pression des élus pour faire bouger les choses ! Déjà le député socialiste Serge Janquin a réagi positivement.* » Et le premier magistrat de dénoncer un « *entêtement crimi-*

nel » avant d'indiquer qu'il écrira « *dès demain à François Hollande, le président de la République, et Christiane Taubira, la ministre de la Justice* »...

Jacques Kmicciak

⁽¹⁾ Outre la population grenaysienne, ses élus, des militants du PCF et des syndicalistes de la CGT du Pas-de-Calais assistaient également à la cérémonie des représentants du Comité Solidarité Georges de Lille, du Comité des Sans Papiers 59, du Comité Solidarité Basque de Lille mais aussi de nombreux militants progressistes du Bruaysis et du Liévin...

⁽²⁾ Le Liban a été envahi par l'armée israélienne en 1978 et de nouveau le 6 juin 1982. 100.000 soldats israéliens agressèrent les Palestiniens dans le sud du pays avant d'atteindre Beyrouth le 14 juin pour rejoindre les troupes des Forces libanaises, des milices chrétiennes tenues pour responsables de nombreux massacres de civils dont ceux des camps palestiniens de Sabra et Chatila les 17 et 18 septembre 1982 (800 morts).

